

**Environnement - Déclaration de
Mme Brune Poirson, secrétaire
d'Etat auprès du ministre d'Etat,
ministre de la transition écologique
et solidaire, à l'issue du Conseil
"Environnement"**
(Bruxelles, 20 décembre 2018)

Aujourd'hui c'était un Conseil des ministres européens de l'environnement qui était important parce que, dans la foulée directe de la COP24, nous avons réussi collectivement à nous mettre d'accord sur à la fois des objectifs ambitieux à long terme, et je vais y revenir, et en même temps des objectifs ambitieux très concrets. Nous avons réussi à obtenir que la Commission travaille sur une stratégie de long terme qui vise la neutralité carbone d'ici 2050. Et cela pour la France c'est un point qui est essentiel et qui est fondamental. Parce que nous devons à tout prix respecter l'esprit de l'Accord de Paris, et l'Union européenne a un rôle particulièrement moteur. Elle doit être leader sur la question de l'ambition climatique et la France a aussi particulièrement insisté sur la nécessité de se mettre d'accord collectivement pour adopter une stratégie de long terme qui vise la neutralité carbone d'ici 2050, mais dans un calendrier qui soit serré, c'est-à-dire en lien avec les demandes du secrétaire général des Nations unies qui nous a demandé en septembre 2019 de venir à New York avec des engagements qui soient ambitieux et revoir nos contributions nationales à la hausse.

Je parlais aussi d'objectifs très concrets. Dans la foulée du trilogue qui a confirmé les ambitions sur la réduction des émissions de CO₂ pour les véhicules légers, et bien aujourd'hui, pour les véhicules lourds, nous avons obtenu un objectif de réduction des émissions de CO₂ de 30% d'ici 2030. Avec un mécanisme de révision qui nous permet de ne pas réduire ces mesures à la baisse.

D'autres discussions ont aussi porté par exemple sur la finance durable, qui est aussi un point important pour la France, ainsi que le Programme Life pour soutenir les porteurs de projets environnementaux et dont les montants seront précisés dans le cadre d'une autre réunion. Donc c'est un conseil qui est positif dans la foulée de la COP24. Il nous reste encore beaucoup à faire collectivement mais nous sommes sur la bonne voie./.

(Source : site Internet de la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne)